

Débloquer le financement – Une condition préalable à la transformation des Caraïbes

Deodat Maharaj



Alors que dans les Caraïbes nous cherchons à accélérer la reprise et à construire un monde post COVID-19 où les entreprises jouent un rôle de premier plan dans la création d'emplois indispensables, l'accès au financement reste un obstacle majeur. La Banque mondiale dans son rapport 2020 sur la facilité de faire des affaires note que sur les 14 pays des Caraïbes examinés dans son rapport annuel, seuls 3 d'entre eux la Jamaïque (classée 15e), Trinité-et-Tobago (67e) et la Guyane (94e) se trouvent parmi les 100 premiers pays au monde à accéder au crédit sur un total de 190 pays.

En termes simples, nous ne nous en sortons pas bien selon cet indice de référence.

En 2016, les Caraïbes comptaient 11 pays parmi les 100 premiers. Cette aggravation de la situation décrit une situation trop familière dans notre région. J'entends ces propos quotidiennement, lors de conversations avec des hommes d'affaires de toute la région sur les énormes défis liés à l'accès au financement. Le rapport de la Banque mondiale décrit un aspect très important de l'historique des prêts dans les Caraïbes. Les enquêtes menées par *Caribbean Export* démontrent que jusqu'à 48% des petites et moyennes entreprises désignent l'accès au crédit comme défi majeur auquel elles sont confrontées.

Chez *Caribbean Export*, nous fournissons une assistance essentielle dans ce domaine. Avec le soutien de l'Union européenne, nous continuons à fournir une aide financière indispensable aux petites et moyennes entreprises de la région. Plus précisément, nous avons fourni des subventions à petite échelle pour aider ces entreprises à résister au choc de la pandémie et à créer de nouvelles opportunités.

En 2018, *Caribbean Export* a accordé environ 2,2 millions d'euros de subventions et environ 41 % des bénéficiaires ont rapporté que les fonds de subventions les avaient aidés à pénétrer de nouveaux marchés, tandis que 79 % ont signalé une augmentation des ventes à l'exportation. Les revenus globaux

ont augmenté pour 64 % des entreprises bénéficiaires et 36 % des entreprises ont pu réduire leurs coûts énergétiques en utilisant les fonds de subvention pour mettre en œuvre des projets de transition énergétique. Vingt et un pour cent des entreprises ont été en mesure d'améliorer leur capacité de production générale et leur performance. Reconnaissant que le soutien financier est vital pendant la pandémie, *Caribbean Export* prévoit de s'appuyer sur ces résultats pour continuer à offrir des subventions ciblées sur une base non remboursable. La Région doit faire plus pour soutenir ce secteur qui génère la plupart des créations d'emplois dans nos Caraïbes.

La Banque de développement des Caraïbes s'est également jointe à notre partenariat avec l'Union européenne dans cette démarche et nous avons lancé un appel à projets où les entreprises peuvent accéder jusqu'à 15 000 Dollars US de financement sous forme de subventions. Les fonds de subvention sont souvent très compétitifs et pour cette raison, ils ne doivent pas être considérés comme une source principale de revenus pour les petites entreprises, mais comme des injections de fonds pour financer des projets spéciaux qui peuvent aider à accélérer la croissance, en particulier après le COVID-19. Veuillez visiter notre site Web à carib-export.com pour obtenir plus d'informations.

Une source alternative de financement est l'investissement providentiel, qui est une forme de financement par capitaux propres où l'investisseur providentiel fournit du capital en échange d'une participation au capital de l'entreprise. Les investisseurs providentiels sont des personnes fortunées qui recherchent un taux de rendement plus élevé, généralement de l'ordre de 25 % à 60 %, que celui que donneraient les investissements plus traditionnels. Le financement par actions est normalement utilisé par les entreprises en démarrage et en croissance qui ne disposent pas de liquidités ou de garanties suffisantes pour obtenir des prêts commerciaux auprès d'institutions financières.

L'investissement providentiel est encore un concept relativement nouveau dans la région. Par conséquent, les entrepreneurs intéressés par l'investissement providentiel doivent comprendre les principes fondamentaux de cet investissement et à quoi s'attendre lorsqu'un investisseur providentiel est intéressé par une participation à leur entreprise. Depuis 2018, *Caribbean Export* offre un soutien au développement des capacités dans ces domaines et prévoit de continuer à fournir un soutien spécialisé aux entrepreneurs et aux investisseurs providentiels pour combler le fossé des investissements providentiels dans la région.

La question du crédit est une question centrale. Par conséquent, grâce au financement de la FCI (Facilité du Climat des Investissements) pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, nous nous efforçons de

comprendre les défis auxquels sont confrontés les pays du CARIFORUM dans la création et l'opérationnalisation de bureaux de crédit efficaces et de systèmes de transaction sécurisés (registres de garanties). La Banque mondiale, dans son rapport sur la facilité de faire des affaires, examine de près ces deux aspects de l'infrastructure de crédit dans chaque pays, notant que les bureaux de crédit et les registres sont des éléments essentiels de l'infrastructure financière qui aident à résoudre le problème de l'accès aux services financiers, y compris au crédit.

En partageant les informations de crédit, un système d'évaluation du crédit contribue à accroître l'accès au crédit pour les petites entreprises, à améliorer la discipline des emprunteurs et à soutenir la surveillance du risque de crédit. Dans notre région, où les biens mobiliers constituent souvent la majeure partie du capital social de nos entreprises privées, nous devons établir des systèmes qui permettent à nos entreprises d'utiliser les stocks, les comptes clients, les récoltes et l'équipement comme garantie. Nous ne pouvons pas transformer notre région si nous n'innovons pas et n'évoluons pas vers une architecture financière qui réponde aux besoins de notre temps.

Pour résumer, à *Caribbean Export Development Agency*, nous continuerons à soutenir ces initiatives qui ont eu et peuvent continuer d'avoir un impact positif majeur sur les entreprises de notre région. Cependant, la réalité est qu'il faut faire beaucoup plus. Une attention particulière doit être accordée à la mise en place d'un marché régional des capitaux qui peut libérer et mobiliser des financements quelle que soit la situation géographique. Alors que nous reconnaissons l'impératif de l'investissement étranger direct, la dure réalité est que nous avons des actifs massifs dans notre secteur financier et nos fonds de pension qui peuvent être utilisés pour stimuler une croissance inclusive et la création d'emplois à la fois au niveau national et régional. Une bourse régionale propulsera également les entreprises au niveau régional pour tirer parti des opportunités régionales en saisissant les opportunités offertes par les nouvelles économies d'échelle. Pour réussir, nous avons besoin d'un engagement indéfectible soutenu par un programme clair et ambitieux. L'enjeu est considérable et l'échec n'est pas une option.

FIN